



La religion facteur fondamental du conflit Israélo-Palestinien ?

**Mémoire de géopolitique**  
**du commandant Yves Marie GUILLOU**  
dans le cadre de l'étude dirigée « idéologies et relations internationales »

**Directeur : Jean-Luc POUTHIER**

Avril 2001

## FICHE DE PRÉSENTATION DOCUMENTAIRE :

1. La religion, facteur fondamental du conflit israélo-palestinien ?
2. Commandant (air) Yves-Marie GUILLOU
3. 06 avril 2001
4. Division A
5. Mémoire de géopolitique
6. Jérusalem, ville trois fois sanctifiée sert d'alibi principal à l'origine de l'arrêt du processus de paix. Le facteur religieux semble donc être un facteur fondamental du conflit israélo-palestinien. Cependant une analyse historique révèle l'instrumentalisation systématique de la religion, et, la nature territoriale de ce conflit. Le facteur démographique fait peser, quant à lui, les plus sombres menaces envers Israël. Pour conclure cette approche, différents scénarios possibles sont rapidement explorés
7. Mots clés : religion, Intifada, israélo-palestinien, laïque(s), extrémisme(s), sacralisation(s), juif, palestinien, arabe, conflit.

# LA RELIGION FACTEUR FONDAMENTAL DU CONFLIT ISRAELO-PALESTINIEN ?

## Sommaire

### Introduction

Les fondements mythiques et les sacralisations instrumentalisées d'Israël  
et de Jérusalem, tant par l'Islam et le judaïsme.

### Partie I :

#### La déstabilisation géopolitique

Etude des différentes déstabilisations engendrées par ce conflit, étude du  
cas palestinien, du Liban et de la Jordanie.

### Partie II :

#### Vers la paix

Etude du poids de la religion dans l'entretien du conflit.

Elaboration des scénarii possibles à terme.

# LA RELIGION FACTEUR FONDAMENTAL DU CONFLIT ISRAELO-PALESTINIEN ?

## Table des matières

### INTRODUCTION

Les fondements mythologiques du peuple juif	page6
La création de l'Etat sioniste	page7
La sacralisation par l'Islam	page9

### PARTIE I : LA DESTABILISATION GEOPOLITIQUE

1.1) Les guerres Israélo-Arabes	page 11
1.2) La cause palestinienne	page 13
1.3) L'extension du conflit à la région	page 15
1.3.1 la Jordanie	page 15
1.3.2 le Liban	page 16
1.4) L'implication occidentale	

### PARTIE II : VERS LA PAIX

2.1) La question de Jérusalem	page 19
2.2) Le poids de la démographie	page 21
2.3) Les extrémismes religieux	page23
2.3.1 Les ultra-orthodoxes	page23
2.3.2 L'islamisme, le HAMAS	page 25
2.4) L'abandon chrétien	page27
2.5) Les scénarii possibles	page29
2.5.1 La réconciliation	page30
2.5.2 L'explosion extrémiste	page30
2.5.3 L'écrasement démographique	page31
2.5.4 Un durcissement extrême de l'Eta hébreu	page32

## Introduction

A la lumière des événements récents, le conflit israélo-palestinien semble une fois de plus plongé dans une impasse. Les espoirs générés par les signatures des accords d'Oslo ou de WYE plantation viennent d'être brutalement réduits à néant par les débordements consécutifs à la nouvelle Intifada.

En première analyse, le facteur religieux semble être à l'origine de la flambée de violence. Déjà en 1996, la réouverture d'un tunnel antique sous "l'esplanade des mosquées" avait déclenchait une vague de violences comparables à celles de l'été 2000. Aujourd'hui, c'est encore cette "esplanade", "le mont du temple" pour les juifs, qui est au centre des affrontements. Le 28 septembre 2000, la visite d'Ariel Sharon, un homme considéré par les Palestiniens comme un criminel de guerre, a été vécu comme une véritable profanation. La riposte eut lieu quelques jours plus tard, par la destruction du tombeau de Joseph à Naplouse.

La question de Jérusalem paraît capitale pour l'établissement d'une paix durable entre les deux peuples. Par ailleurs, on peut s'interroger sur le poids réel du facteur religieux dans ce conflit. Cependant, il serait erroné de réduire le conflit israélo-palestinien à une simple guerre de religion, même si parfois il semble en revêtir certains aspects.

Ce mémoire se propose de démontrer que la religion n'est essentiellement qu'un facteur aggravant du conflit israélo-palestinien, et que ce conflit, qui est territorial à l'origine, a en fait réveillé des antagonismes religieux latents qui ne se sont que faiblement et partiellement exprimés durant des décennies.

Afin d'étayer cette idée, ce mémoire présentera rapidement l'histoire de la nation juive, de ses fondements mythologiques et de ses rapports à la terre promise lors de la création de l'Etat d'Israël. En contrepartie, il évoquera succinctement la

sacralité de la terre de Palestine par la religion musulmane. Puis, ce mémoire soulignera les déstabilisations géopolitiques générées par ce conflit, enfin il s'attachera à présenter les principaux facteurs (notamment religieux) susceptibles d'interdire la poursuite du processus de paix.

## Les fondements mythologiques du peuple juif

L'histoire de la Palestine et d'Israël s'inscrit au cœur des racines mythologiques des trois religions monothéistes. Selon les différents textes sacrés, la Bible, la Tora et le Coran elle se confond avec celle des hommes. Ses textes qui reprennent la même base mythologique sont célébrés par plus de trois milliards d'individus sur terre, lesquels se sont souvent affrontés dans de sanglantes guerres de religion, les différentes confessions s'affrontant étant souvent plus proches qu'on ne le croit.

Ainsi s'agissant de l'espace géopolitique qui nous intéresse ici, au commencement, Dieu promet à Abraham un pays pour sa descendance et sa postérité. De nombreux passages du Coran et de la Bible font explicitement référence à cette promesse. Abraham eut alors deux fils, Isaac et Ismaël, l'un de sa femme légitime, l'autre de sa servante. Comme chacun le sait, ses fils donnèrent naissance au peuple arabe et au peuple juif. Dieu promet une descendance nombreuse à ces deux fils, mais il réserve la terre promise (la Palestine) à Isaac. Dès lors, les luttes fratricides ne vont cesser d'émailler l'histoire de ces deux peuples.

Selon la mythologie judaïque, Moïse guidé par Dieu, libère le peuple juif maintenu en esclavage en Egypte et le conduit aux abords de la terre promise. Les hébreux conquièrent Jéricho, puis s'installent le long des rives du Jourdain. Jérusalem devient la capitale politique et religieuse notamment par la construction du premier temple. La diaspora du peuple juif résulte en grande partie des invasions babyloniennes. Durant les différentes déportations et destructions de leurs cités par les Babyloniens et les Romains, l'espoir de faire renaître la gloire de Sion n'abandonne

jamais les hébreux. Toujours selon ces racines historiques, c'est la révolte conduite contre le joug de Titus en 70 et sa répression par la destruction de Jérusalem et du deuxième temple qui est la principale origine de la diaspora.

Le mythe de la terre promise, conquise et perdue, s'est alors forgé en exil. La terre d'Israël évoquait pour les juifs le souvenir d'une gloire antique, l'espérance de jours meilleurs. L'évocation des textes anciens leur permettait de cristalliser autour du symbole d'Israël une identité juive en évolution constante. Toutefois, il est important de remarquer que lorsque Titus détruisit le temple, le peuple juif avait déjà pour partie commencé à s'en éloigner idéologiquement et physiquement par la constitution d'une vaste diaspora.

### La création de l'Etat sioniste

La terre d'Israël "Eretz Israël" est un terme antique repris et assumé par le courant sioniste pour marquer la continuité. Elle est la terre donnée par Dieu à son peuple dans le cadre de l'alliance. Comme l'alliance est éternelle la propriété de la terre par Israël l'est aussi. Cependant, même s'il s'inspire de fondements mythiques qui plongent au cœur de la religion juive, le mouvement sioniste reste avant tout un mouvement laïque qui saura utiliser ces souvenirs d'une gloire ancienne pour générer et catalyser les forces nécessaires à la création d'Israël.

Le réveil des nationalismes en Europe au dix-neuvième siècle ainsi que les pogroms à l'encontre de juifs de Russie déclenchent un exode massif des juifs vers l'Amérique et en partie vers la Palestine. On assiste alors à la naissance des courants pré-sionistes avec notamment "les amants de Sion" qui fondent la première colonie agricole en Palestine. En 1882, « l'auto émancipation » de Yedhuah Leib Pinsker appelle les juifs à prendre leur destin en main et à se redéfinir comme une nation territoriale. Cette idée est reprise avec force par le père fondateur du sionisme Théodore Herzl dans "l'Etat des juifs" de 1896 qui prône l'établissement d'un foyer national juif. Ce foyer doit être créé, si possible, en Palestine, lieu de l'ethnogénèse juive et de son expression confessionnelle le judaïsme. Par rapport au judaïsme classique, le Sionisme constitue une rupture dans la mesure où la définition de la

judéité qu'il propose n'est plus simplement confessionnelle mais qu'elle aspire à la création d'un véritable Etat-nation juif inspiré du modèle occidental.

Entre 1882 et 1903 on assiste à une première vague d'immigration vers la Palestine, suivie d'une autre entre 1905 et 1914. Les forces sionistes se dotent alors d'un parti nationaliste en 1911 et Tel-Aviv est créée en 1909.

En 1917, Balfour, ministre des colonies britanniques, afin d'obtenir l'appui des communautés juives d'Amérique pour favoriser l'entrée en guerre des USA, propose un texte aux termes duquel le Royaume-uni considèrerait désormais comme favorable l'implantation d'un foyer national juif en Palestine. Cette déclaration accélère évidemment le processus d'immigration vers la Palestine. Sous le mandat britannique, le processus d'immigration demeure important, il est alimenté notamment par la montée du nazisme et de l'antisémitisme dans l'Europe de l'entre deux guerres. Cependant, l'amertume se fait sentir, au sein du mouvement sioniste, à l'encontre des promesses non tenues par les Britanniques.

Cependant, le choc culturel entre les Arabes et les colons juifs devient de plus en plus évident et lourd de menace pour une coexistence pacifique. En particulier, la place de la femme est tellement différente dans ces deux sociétés, qu'elle ne peut qu'engendrer des antagonismes violents. Les guérillas éclatent alors entre arabes et colons juifs.

La découverte des camps d'extermination et le sentiment de culpabilité des occidentaux seront le moteur de la création de l'Etat hébreu. Cet Etat est créé par le partage de la Palestine entre arabes et juifs. Le 29 novembre 1947 l'ONU adopte la résolution 181 qui institue deux Etats, l'un à dominante arabe l'autre juif ( en fait biethnique, 500000 juifs et 400000 arabes). Cependant les dirigeants arabes de la région refusent totalement la création d'un Etat juif artificiel à leurs yeux.

Le 14 mai 1948 est le jour de la proclamation de l'Etat d'Israël, mais aussi celui de la première guerre Israélo-Arabe moderne.

Ainsi, la gestion et la création de l'Etat hébreu repose sur des concepts fondamentalement laïcs, d'une part le besoin d'assurer un foyer national au peuple juif, ce foyer étant par ailleurs bâti sur le modèle d'Etat-nation occidental en cours. Cependant, le mouvement sioniste saura manipuler, en temps voulu, certains des fondements de la religion juive. Investissant alors les mythes anciens de sens moderne, leur substituant parfois des mythes nouveaux, les sionistes reprendront à leur compte la sacralité de cette terre. Ainsi lors des revendications de 1939 à l'achat de nouvelles terres le mouvement sioniste brandissait des banderoles affirmant "ce n'est pas le mandat britannique mais la Bible qui constitue notre droit sur cette terre".

### La sacralisation par l'Islam

Initialement, l'exégèse islamique ne s'intéresse pratiquement pas à la Palestine. La sacralisation de cette terre se cristallise surtout sur Jérusalem et plus particulièrement sur l'esplanade des mosquées. Sur celle-ci, il s'agit pour les musulmans d'honorer "la mosquée très éloignée (masjid al-aqsâ)", lieu à partir duquel le prophète se serait élevé vers les cieux. Cependant, certains oulémas (docteur de la foi) estimaient que cette appellation ne se rattachait à aucun espace terrestre mais plutôt à un sanctuaire situé dans le ciel. On voit dès lors que les fondements mythologiques se rapportant à la Palestine sont plus que discutables au regard du Coran.

En fait, la sacralisation de Jérusalem intervient et se fabrique au gré de l'histoire et des intérêts des peuples arabes musulmans. La première sacralisation se produisit entre 683 et 695 de l'ère chrétienne, lorsqu'un anti-calife arracha les villes saintes de La Mecque et de Médine à l'autorité officielle. En 691, le calife omeyyade Abd al-Malik, alors au pouvoir, décida de faire ériger le Dôme du rocher, qui rappelle le sacrifice d'Abraham, sur l'emplacement historique de l'ancien temple de Salomon et d'Hérode. Il faut noter que c'est le premier monument architectural de l'Islam. Cette construction obéissait à deux objectifs, d'une part détourner les pèlerins des villes saintes d'Arabie dont il avait perdu le contrôle et d'autre part concurrencer la

profusion d'édifices chrétiens des empereurs byzantins, notamment la prestigieuse cathédrale Sainte Sophie de Constantinople qui faisait alors l'admiration du monde. Les autorités musulmanes firent ensuite bâtir, plus tard, la mosquée al-Aqsa.

Afin de légitimer cette sacralisation de Jérusalem de nombreux commentaires coraniques sont alors produits à posteriori. Ainsi, non seulement Jérusalem devient une terre sainte mais ce besoin de sacralisation touche également toute la Syrie et la Palestine. Cependant, dès qu'elle fut dominante, la dynastie abbasside et les oulémas qui lui étaient inféodés s'évertuèrent à faire oublier les prédécesseurs et imposteurs Omeyyades et à empêcher le déplacement du centre historique et démographique de l'Islam vers les terres de Palestine. C'est ainsi que Jérusalem vit son prestige rapidement décroître pour n'être plus qu'un lieu de retraite spirituelle voire d'exil, une ville de taille modeste exclue des pôles religieux et décisionnels de cette époque.

La deuxième sacralisation de la Palestine, de Jérusalem plus particulièrement, intervient lors des croisades. Les occidentaux s'étant emparés de celle-ci, les chefs militaires et politiques musulmans mythifièrent alors Jérusalem pour galvaniser l'esprit de reconquête arabe. Saladin en fit une place forte, qu'il délaissa une fois les croisés vaincus.

En outre, sous le règne ottoman, Jérusalem ne fut jamais une capitale charismatique. Elle fut toujours considérée comme une cité secondaire subissant régulièrement les razzias des bédouins. De même, à l'époque contemporaine, Jérusalem fut de nouveau sacralisée face au péril sioniste. En définitive, elle ne fut jamais considérée, par l'Islam et les Arabes, comme importante, excepté les rares fois où « elle est souillée par un pouvoir hérétique ».

Ainsi comme on peut s'en apercevoir, la sacralisation d'Israël ou de la Palestine semble sujet à caution. Dans un cas, cette sacralisation repose sur un mythe du type de celui de l'âge d'or, dans l'autre la sacralité est fabriquée de toute pièce.

Laique dans les deux cas cette dimension religieuse a été mise en exergue afin de catalyser la motivation des hommes appelés à défendre leur territoire.

## 1) La déstabilisation géopolitique

La création de l'Etat d'Israël sur ces bases laïques et mythiques a profondément bouleversé le paysage géopolitique du Proche-Orient. Son corollaire est cristallisé par la génération d'un phénomène de déstabilisation, remarquable par l'étendue de la zone touchée ainsi que par ses champs d'application. La déstabilisation concerne en premier lieu les domaines physiques, les modifications de frontières, les déplacements de population... Mais elle interviendra également dans les champs immatériels en réveillant et en exacerbant notamment des antagonismes religieux. Comme nous le verrons plus tard, la religion reste plus un facteur aggravant que déclenchant du conflit israélo-palestinien.

### 1.1 les guerres israélo-arabes

La principale déstabilisation provient bien sûr de la création ab-nihilo d'un état de type occidental pourvu d'une population non musulmane en plein cœur du monde arabe islamique. Israël est alors perçue dès sa création comme la base avancée de l'occident qui cherche à maintenir son contrôle sur le Proche-Orient.

L'autre déstabilisation fondamentale provient bien entendu des victoires successives remportées par Israël sur l'ensemble de ses adversaires. La conséquence directe étant une expansion continue d'Israël aux dépens de ses voisins immédiats. Déjà dès les premiers affrontements, la guerre de 1948 permet aux juifs de dépasser largement le cadre territorial qui leur était alloué dans la résolution 181 de l'ONU.

Cette guerre a aussi pour effet de générer les premières vagues de réfugiés palestiniens en direction des pays arabes limitrophes. Cette vague d'émigration massive entraînera par ricochet une déstabilisation interne de ces pays d'accueil que sont la Jordanie et le Liban. Il est intéressant de noter que peu de temps après sa création, l'ONU se montre incapable de gérer une situation explosive qu'elle a contribué à générer. Ce conflit anticipe ainsi le pouvoir tout relatif des instances internationales dans la résolution des crises.

La guerre de 1967 marque un accroissement considérable de la superficie d'Israël. La Jordanie perd la Cisjordanie, l'Égypte la région du Sinaï et la Syrie le plateau du Golan. L'acquisition de ce dernier, revêt non seulement une importance stratégique énorme pour Tshaal qui prend pied dès lors sur une position stratégique surélevée qui lui sera essentielle pour sa défense et sa survie. Le gain du plateau du Golan s'accompagne de l'acquisition de réserves hydriques fondamentales pour la survie et le développement d'Israël au détriment de la Syrie. De même la perte du Sinaï par l'Égypte et l'établissement de l'armée israélienne aux portes du Caire, fut un facteur fondamental déstabilisateur pour l'État égyptien.

La guerre du Kippour, même si elle n'est pas marquée par les gains de gages territoriaux, a contribué elle aussi à déstabiliser non seulement la région, mais a été à deux doigts de s'étendre aux deux superpuissances. Il faut se rappeler que cette guerre, survenant en pleine guerre froide, a failli être l'occasion d'un affrontement armé direct entre l'URSS et les États-Unis. La victoire rapide des armées israéliennes, malgré un début catastrophique, a contribué à éviter une escalade généralisée. La percée des forces d'Ariel Sharon en territoire égyptien s'est répercutée sur la crédibilité du président Saddad auprès de la population égyptienne qui s'aperçut alors que le Caire était à portée de leur pire ennemi.

Ces guerres ont ainsi fortement déstabilisé un espace géopolitique par une transformation radicale des frontières de cette région du Proche-Orient, décidée par les puissances occidentales à la fin de la seconde guerre mondiale. Ces frontières avaient été dessinées pour leur faciliter l'accès aux ressources pétrolières en divisant artificiellement les peuples y vivant. Ce tracé étant remis en question sur une partie de la région, il peut alors par effet domino l'être sur l'ensemble de la région.

Au-delà de la profonde modification de l'espace géographique engendré par les bouleversements territoriaux successifs le conflit israélo-arabe fut moralement déstabilisateur pour les pays arabes, car il génère le mythe d'un Israël, état peuplé d'infidèles, invincible au cœur du monde islamique.

## 1.2 la cause palestinienne

La première déstabilisation générée par ce conflit est bien sur celle qui frappe les Palestiniens de plein fouet. Dès les premières vagues d'émigration massive de colons juifs, les Arabes se sentent menacés sur leur propre territoire. En premier lieu, il y a un choc culturel entre ces deux types de société, l'une vivant sur le modèle arabe traditionnel, l'autre s'inspirant d'un modèle productiviste occidental. En outre l'arrivée massive d'un peuple ne partageant pas la même confession a sûrement contribué à renforcer le sentiment d'agression territoriale provoquée par les flots d'émigrants juifs. La population arabe de Palestine est fortement perturbée, entre autre, par l'attitude et la place de la femme au sein de ces colonies juives.

Les différences culturelles et religieuses sont alors exacerbées de façon sporadique et se traduisent par une montée de la violence entre les deux peuples. Les actions contre les colonies juives augmentent en intensité parallèlement au développement des colonies juives. Ces dernières ne tardent pas à s'organiser en système d'autodéfense, et on assiste à la création d'une guérilla sporadique entre les nouveaux émigrants et ce qui sera le futur peuple palestinien. Il faut toutefois se rappeler que le mouvement sioniste même s'il fait largement référence à des symboles religieux ancestraux, reste avant tout un mouvement laïc. En outre, l'islamisme n'existe pratiquement pas alors. Donc on ne peut parler stricto sensu à ce moment là, de conflit à caractère religieux, même si les antagonismes confessionnels ont joué un rôle dans la cristallisation des tensions ethniques. Initialement, le conflit Israélo-arabe demeure un conflit territorial amplifié par le choc culturel des deux peuples protagonistes.

L'avènement du grand Israël et les répressions successives envers les populations arabes engendrent une très large diaspora dans les pays limitrophes, principalement en Jordanie. Au sein de ces pays d'accueil, une multitude de mouvements de "résistance à l'envahisseur" sioniste se crée spontanément, mouvements qui combattent initialement en ordre dispersé de façon autonome et sans réelle coordination. Les débuts de l'organisation de la lutte palestinienne sont marqués par la création par Yasser Arafat du FATAH, au Koweït, en 1959. Les différents groupes de lutte armée se fédèrent plus tard au sein de l'Organisation pour la Libération de la Palestine, OLP créée en 1964, dirigée par Yasser Arafat. Cette dernière revendique la rétrocession de la Palestine aux arabes, le retour des réfugiés ainsi bien sûr que le retrait des forces sionistes. Le FATAH appelle à une guerre sans merci contre l'envahisseur, mais n'invoque pas le recours à un Jihad ou à une guerre sainte contre les infidèles Judaiques.

C'est en 1967, que Yasser Arafat lors d'une allocution prononce pour la première fois l'existence d'un peuple palestinien. Ce peuple n'existait pas jusqu'alors. La plupart des Etats considéraient la Palestine comme une région arabe sans réelle unité nationale. Même ses voisins du Proche-Orient considéraient la Palestine comme quantité négligeable et dont certaines parties voire la totalité leur appartenaient. Donc jusqu'à présent, le sort du peuple palestinien n'intéressait que peu ou prou ses frères arabes, état de fait qui se retrouvera tout au long du conflit..

Comme on l'a vu, la lutte des forces palestinienne se cristallise initialement sur l'envahisseur sioniste. Mais à l'issue des guerres Israélo-Arabes, dont le principal corollaire reste la quasi-invincibilité d'Israël ainsi que son expansion continue, les principaux alliés arabes privilégient désormais un dialogue de paix avec Israël. L'Egypte signe le traité de paix de camp David, la Jordanie adopte une attitude de neutralité, et sera même occasionnellement un allié d'Israël. La désaffection de leur alliés arabes sera consommée par les prises de position pro Saddam Hussein de Yasser Arafat.

Les forces palestiniennes, se sentant abandonnées par leurs partenaires traditionnels, se tournent alors vers les mouvements musulmans et islamistes, qui restaient alors leurs seuls alliés potentiels. Elles s'appuient sur l'aide fournie par "les frères musulmans", qui ont en commun le même ennemi. Cependant l'habillage religieux du conflit par l'OLP ne dura pas éternellement. La reconnaissance d'une autonomie au sein des territoires de GHAZA et de Cisjordanie amène Yasser Arafat à se repositionner sur des références nationalistes plus que religieuses.

### 1.3) L'extension du conflit à la région

Comme on l'a vu le conflit Israélo-arabe n'est pas resté circonscrit au sol de la Palestine ou d'Israël ? Il a rapidement débordé sur les territoires voisins déclenchant un processus de grande déstabilisation, due aux modifications radicales des tracés des frontières ainsi qu'à l'exode massif de réfugiés palestiniens. Afin d'analyser plus en profondeur ce phénomène géopolitique et d'essayer d'en percevoir le poids du facteur religieux, nous effectuerons une étude plus poussée sur le cas de deux pays : la Jordanie et le Liban.

#### 1.3.1) la Jordanie

Dès la première guerre Israélo-Arabe, la Jordanie fut submergée par des flots de réfugiés, cette émigration massive fut amplifiée par celle induite par la défaite de la guerre "des six jours et les pertes territoriales subséquentes. Le nombre de réfugiés atteint des proportions telles que la population jordanienne est mise en minorité, sur son sol, par les Palestiniens. Ces derniers utilisent, de facto, la Jordanie comme base arrière de leur lutte armée contre l'Etat hébreu. Ces deux facteurs contribuent fortement à déstabiliser le régime en place qui tente malgré tout de rétablir son autorité légitime sur les zones d'accueil des réfugiés palestiniens.

L'attentat contre le roi Hussein, au début des années soixante-dix, marque la rupture des liens entre le FATAH et l'Etat jordanien. Sa conséquence fut le déclenchement de l'opération "septembre noir". Devant la violence de la répression qui frappe les milices palestiniennes, Yasser Arafat demande à la Syrie de lui apporter son secours. Celle-ci menace rapidement la Jordanie d'invasion par des forces terrestres. La Jordanie ne dut son salut qu'à l'intervention des forces israéliennes, mandatées par les Etats-Unis. On voit donc qu'un état arabe mena des opérations de coercition contre des Palestiniens et dut faire appel aux forces juives pour assurer sa survie. Il est donc manifeste que, bien que la région soit profondément déstabilisée, dans ce cas le facteur religieux n'est nullement apparu. Le pragmatisme politique ici n'a laissé la place à aucune considération d'ordre confessionnel ou autre.

Face à ce conflit arabe et à la détresse du peuple palestinien, Nasser propose de transférer la majeure partie de réfugiés au Liban ; ce qui ne sera pas sans conséquence sur la stabilité de ce dernier.

### 1.3.2) Le Liban

Le cas du Liban met en exergue le chaos engendré par l'extension du conflit, notamment, par le réveil exacerbé des différents particularismes religieux libanais. Après s'être repliées sur leur nouvelle terre d'asile, les forces palestiniennes reprennent aussitôt la lutte armée contre Israël. Pour faire face à cette nouvelle menace et afin d'écraser les forces palestiniennes et surtout leur chef, Yasser Arafat, Israël sous l'impulsion forte d'Ariel Sharon, décide d'envahir le Liban, en 1982 lors de l'opération "paix en Galilée". Malgré l'opposition de l'opinion internationale et américaine, Tshaal s'engage dans des combats de plus en plus meurtriers avec l'aide des milices chrétiennes. Les massacres des camps de réfugiés palestiniens de "chabra et shatila" par ces mêmes milices avec le soutien tacite d'Ariel Sharon marque une des pages les plus noires d'Israël.

La première conséquence de cette invasion est marquée par l'explosion politique du Liban, explosion qui sera consommée lors de sa conquête par la Syrie. Cette dernière en profite pour récupérer, de facto, une partie de son territoire

antérieure au mandat français et ne manifeste en conséquence aucune volonté d'en repartir. La conséquence la plus dramatique est cristallisée par la guerre civile qui a ravagé le Liban, celle-ci fut menée sous la bannière de plusieurs factions religieuses : chrétienne, maronite islamiste, sunnite chiite... On peut malheureusement affirmer ainsi que le conflit Israélo-Palestinien en débordant au Liban a su catalyser des antagonismes religieux qui jusqu'alors étaient sous contrôle de l'Etat.

D'une manière plus générale, les extensions de ce conflit au sol libanais et jordanien ont causé la faillite d'une nation et fortement menacé la sécurité de l'autre.

#### 1.4) l'implication Occidentale

Etant donnée l'extrême implication des Etats-Unis dans les affaires du Proche-Orient, en particulier en ce qui concerne l'Etat hébreu, il apparaît alors indispensable d'évoquer ici le rôle joué par les USA dans le conflit Israélo-arabe ainsi que les causes et les effets résultant de son action. Les Etats-Unis ont apporté, dès l'origine, un soutien indispensable à la création et à la survie d'Israël. Le gouvernement américain a fait peser d'énormes pressions sur les pays membres de l'ONU pour permettre l'adoption de la résolution 181 de 1947, qui donne naissance à l'Etat hébreu. Ce soutien indéfectible ne se démentira pas par la suite. L'économie israélienne est soutenue à bout de bras par les aides financières américaines. La quasi-totalité des équipements militaires de Tshaal est d'origine américaine. Enfin, face à l'adversité, les Etats-Unis ont toujours soutenu Israël dans les moments critiques de son histoire.

Ce soutien américain est tellement présent que certain évoque la mainmise du lobby juif américain sur les décisions de Washington. On assiste ainsi à une double politique américaine au Moyen-Orient. Elle est extrêmement dure avec l'Irak (et l'Iran) voire même excessive. D'un autre côté, elle paraît franchement tolérante à l'égard d'Israël, notamment par la non-application stricte des accords de paix d'Oslo et de Wye plantation. On peut alors s'interroger sur les réelles motivations des USA à mener une telle politique au Moyen-Orient.

Du point de vue du facteur religieux, il est intéressant de faire un parallèle entre les fondements historiques des deux pays. Tous deux se sont initialement formés à partir des vagues d'émigration successives de colons à la recherche de la terre promise. Les Américains sont les descendants de membres de congrégations harcelées en Europe et qui ont forgé leur destin en se battant contre l'adversité. Ils peuvent ainsi comparer leur destinée à celle du peuple juif israélien. Tout comme eux ils véhiculent le mythe de faire partie du peuple élu de Dieu qui a enfin atteint la terre promise dans les écritures saintes. Les réactions du Lobby juif américain sont symptomatiques de cette attitude. Dernièrement, il a acclamé Ariel Sharon pour ses déclarations selon lesquelles Jérusalem resterait à jamais la capitale unifiée d'Israël.

Cependant cette attitude protectrice des Etats-Unis catalyse, à l'intérieur de ses frontières, des mouvements anti-judaïques. Les USA subissent aussi les contrecoups de la crise israélo-palestinienne, les groupes de pression pro-arabes se font en plus en plus présents dans les arcanes du Capitole. Par ailleurs, les mouvements politico-religieux tels que "les Blacks musulmans" n'hésitent pas à manifester leurs désaccords sur la politique suivie. Ils s'appuient désormais sur des forces en pleine croissance.

L'équipe du président Bush, nouvellement élu, semblait jusqu'à présent se détacher du conflit israélo-palestinien et ne pas suivre la voie de l'engagement politique du précédent gouvernement américain. Or, sous la pression des événements, le nouveau président des Etats-Unis a dû réintégrer le rôle de médiateur attribué de facto à la superpuissance américaine.

En France, en dépit d'une communauté juive importante et puissante, l'image de l'Etat hébreu se dégrade du fait des politiques de répression jugées excessives à l'encontre du peuple palestinien. En conséquence, le capital de sympathie dont les juifs bénéficiaient après la découverte de l'holocauste est en train de s'effacer. En outre, on a assisté en France au début de l'Intifada à des manifestations violemment anti-israéliennes, certains slogans n'hésitaient pas à faire l'amalgame entre Juifs et Nazis. Le conflit israélo-palestinien a ainsi débordé jusqu'en Occident, et, dans

le cas français, il a fallu un effort conjugué des communautés religieuses pour apaiser les sensibilités exacerbées et mettre fin aux troubles naissants.

## 2) Vers la paix ?

Après avoir posé rapidement les bases historiques et mythiques du conflit israélo-arabe et observé les déstabilisations qu'il a générées, nous nous tournons alors vers l'avenir. L'objet ici est d'étudier les facteurs qui nuisent à la restauration de la paix entre le Peuple palestinien et celui d'Israël. Une grande attention sera portée sur le poids de la religion en tant qu'inhibiteur du processus de paix.

### 2.1) la question de Jérusalem

Jérusalem, ville trois fois sainte, cristallise haines et passions. Sanctifiée par plus de deux milliards de chrétiens, de juifs et de musulmans, la ville est à la fois disputée et instrumentalisée par les deux nations adverses. Elle est perçue par des millions d'arabes comme le point d'affrontement entre musulmans et occidentaux. Le sionisme étant considéré comme l'outil d'agression de l'Occident envers l'Islam.

Cependant, comme nous l'avons expliqué dans l'introduction, l'importance de Jérusalem aux yeux de chaque camp reste assez récente. Les juifs ont été largement absents de la Palestine pendant des siècles. On peut penser que la plupart de la sacralisation des lieux saints et de la ville comporte une très large partie de construction mythologique. L'intérêt du sionisme pour Jérusalem, à partir de mille neuf cent trente, cristallise la volonté politique de donner un foyer unificateur du peuple juif. La ville vint alors en tête des revendications. Lors de la guerre de 1948 Jérusalem faisait partie des objectifs à atteindre à tout prix. Les nouveaux émigrants à peine débarqués et non entraînés partaient combattre pour libérer Jérusalem. Le facteur religieux a dans ce cadre parfaitement fonctionné en générant une motivation extraordinaire pour l'ensemble de la nation Juive.

Cette instrumentalisation religieuse a aussi été exploitée par les forces arabes. Il faut se souvenir que Jérusalem ne fut jamais une capitale de l'empire

musulman. Elle était tout au plus une ville moyenne dépourvue de la moindre influence, mais qui fut sacralisée à plusieurs reprises par les autorités musulmanes au cours de conflits ponctuels. Elle a ainsi été décrétée troisième lieu saint de l'Islam de manière tout à fait artificielle. En outre, lors de la création de l'Etat d'Israël, Jérusalem ne pouvait être la capitale du peuple palestinien, car celui-ci n'existait pas alors, d'autant plus que les pays arabes n'accordaient que peu d'importance à leur sort.

Or, Jérusalem est devenue aujourd'hui un enjeu majeur pour les deux camps opposés. Il est hors de question pour les Israéliens d'abandonner la moindre parcelle de terrain de la nouvelle capitale juive. Les Palestiniens quant à eux cristallisent leurs revendications sur la rétrocession des quartiers dont l'Etat hébreu les a spoliés. Les affrontements les plus violents portent toujours sur les lieux sacralisés. L'ouverture du tunnel antique et le déclenchement de la nouvelle Intifada suite à la visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées marquent bien la cristallisation des haines au travers des facteurs religieux qui à l'origine ont été instrumentalisés. Selon le père Youkim Moubarac "on pourrait même dire qu'aux yeux des trois religions qui la sacralisaient c'est la ville qui sanctifie les lieux, plutôt que la sainteté des lieux qui s'étend à la ville.". Dans cette perspective, le morcellement de Jérusalem en deux ou en trois paraît impossible à la majorité des palestiniens. Qu'ils soient musulmans ou chrétiens ceux-ci estiment que la ville ne forme qu'un tout.

Le cas de Jérusalem montre clairement la puissance de l'exacerbation de sentiments irrationnels. Le refus de chaque partie de ne céder en rien sur cette ville "trop sacralisée" laisse présager des négociations sans issue pour l'avenir de la paix entre Palestiniens et Israéliens.

## 2.2 Le poids de la démographie

Facteur fondamental de la géopolitique, l'évolution démographique des protagonistes du conflit israélo-palestinien laisse présager un avenir des plus sombres pour la prospérité de l'Etat hébreu. L'étude de cette évolution peut se faire du point de vue quantitatif mais aussi selon une grille de lecture sociale voire confessionnelle.

Les données sont assez simples à analyser dans une première approche. La population juive israélienne compte actuellement cinq millions d'âme. Face à elle le peuple palestinien présent en Israël, dans la bande de Gaza et la Cisjordanie est estimé à deux millions trois cent mille individus. Par ailleurs, il faut tenir compte des un million cent mille Israélo-arabes qui vivent principalement à Jérusalem. Nous avons donc sur le territoire du conflit cinq millions de Juifs face à un peu plus de trois millions d'arabes. En conséquence, l'Etat hébreu peut ne pas se sentir menacé par un débordement démographique anti-sioniste, le rapport de force ainsi établi semble lui promettre un futur acceptable. D'autant plus que la population israélo-arabe ne s'engage qu'exceptionnellement dans des actions de lutte armée.

Cependant, à ces premières données nous devons ajouter les trois millions de réfugiés palestiniens présents dans les pays voisins d'Israël. En cas de retour de ces derniers en Palestine, le rapport de force serait de plus de six millions d'arabes contre cinq millions de juifs. On comprend ainsi les réticences du pouvoir juif à la simple évocation du retour des réfugiés dans les négociations de paix. L'autre facteur à considérer est bien sûr le taux d'accroissement de chaque population. Sur le territoire considéré, le taux de fécondité pour la population arabe est de 3,5 enfants par femme, tandis que pour la partie juive il n'est que de 2,3 enfants par femme. Ainsi, la population arabe de Palestine et d'Israël double tous les vingt ans, surclassant largement celui de la population juive.

Cet accroissement naturel de la population arabe a longtemps été contrebalancé par l'émigration juive qui se tarit actuellement. La diaspora totale est estimée à 8 millions d'âmes, dont 5,5 millions demeurant aux Etats-Unis. Ce qui ne laisse qu'un très faible réservoir de force pour alimenter les ressources humaines de

l'Etat hébreu. Les projections post 2050 dévoilent que, même sans le retour des réfugiés, la population arabe sera majoritaire sur le territoire. Le taux de croissance démographique des juifs ultra-orthodoxes, le plus important de la population juive, ne suffira pas à combler ce fossé démographique qui à terme risque de devenir un gouffre qui sonnera le glas d'Israël. A l'aune de ces chiffres la survie démographique d'Israël repose donc principalement sur sa capacité à susciter des vagues d'immigration. On comprend ainsi tout l'intérêt du discours d'Ariel Sharon sur le juste retour des juifs de Russie (qui ont émigré depuis des centaines d'années) et sur l'impossibilité de rapatrier les centaines de milliers de palestiniens vivant dans les camps de réfugiés.

Si on étudie les chiffres sous l'angle social, on s'aperçoit que l'accroissement de la population s'exerce quasi exclusivement au sein des couches défavorisées de la population palestinienne. En parallèle, ce sont les ultra-orthodoxes les plus féconds au sein du peuple hébraïque. Ces caractéristiques vont bien sûr alimenter les tensions internes propres aux deux populations et alimenter par conséquent le conflit Israélo-Palestinien. En outre, la densité de population en Israël atteint en moyenne les 270 habitants au kilomètre carré (en France elle est de 104 habitants au kilomètre carré), cette densité relativement élevée ne plaide pas, elle non plus, pour un apaisement du conflit. Cette donnée est d'autant plus remarquable qu'elle est stigmatisée par de grandes disparités. La bande de Gaza est en voie de surpeuplement et Tel-Aviv possède déjà plus de 1000 habitants au kilomètre carré.

Comme nous venons de le voir la démographie, une fois de plus, reste un acteur majeur de la géopolitique dont le poids écrase très largement celui du facteur religieux, quant à l'issue du conflit.

### 2.3) les extrémismes religieux

Après avoir rappelé le problème de Jérusalem et la réalité de l'enjeu démographique, nous pouvons nous pencher sur l'étude du poids effectif des antagonismes religieux dans le processus de paix. Les ultra-orthodoxes et le Hamas semblent faire preuve d'une intolérance totale réciproque. On pourrait penser alors, qu'ils représentent les principales forces génératrices du conflit israélo-arabe. Cependant, nous verrons après étude de ces deux extrémismes qu'ils ne possèdent que peu de poids politique et que leurs principaux adversaires sont pour chacun les mouvements laïques qui mènent le peuple palestinien et la nation israélienne.

#### 2.3.1) Les ultra orthodoxes

L'ultra-orthodoxie repose sur une fidélité absolue à la religion. Cette fidélité impose une attitude fondée sur la volonté d'exclure tout compromis avec une modernité ressentie comme dangereuse. Le corollaire est un refus de tout cursus sur une éducation laïque sur les bases d'un savoir profane. Cette attitude d'exclusion amène les ultra-orthodoxes à fonder leurs enseignements à partir des seules sources religieuses traditionnelles. En conséquence, Les ultra-orthodoxes se sont pendant longtemps enfermés dans une sorte de ghetto au sein de la société israélienne. Leur communauté refusait de participer à l'élaboration de la nation juive prônée par le mouvement sioniste. En effet, dans la conception religieuse ultra-orthodoxe, il n'est nullement question d'ancrer la nation juive dans un espace unique même s'il s'agit d'Israël. Les ultra-orthodoxes vivent repliés principalement dans le quartier de Jérusalem. Ils ne participent que très faiblement au développement économique du pays et vivent surtout des aides sociales que leur fournit l'Etat pour pourvoir à l'éducation de leurs progénitures abondantes. Il faut noter aussi qu'ils refusent d'effectuer le service militaire obligatoire.

Suivant ces errements, "les hommes en noir" reprochent trois décisions à la cour suprême : L'obligation de service militaire pour les étudiants religieux jusqu'à lors exemptés, la reconnaissance de la représentativité du judaïsme libéral, le droit

pour le kibboutz d'ouvrir leurs magasins le samedi jour de shabbat. Le parti ultra orthodoxe Shass a ainsi clairement affiché son mécontentement par une manifestation de vingt mille personnes en 1999. On voit ainsi un antagonisme relativement puissant s'exercer entre la population juive vivant sur un modèle occidental, notamment à Tel-Aviv la capitale économique du pays, et les ultra-orthodoxes pouvant être ressentis comme des profiteurs du système social voire comme des trouble-fête.

Cependant, depuis les années quatre-vingt, quatre-vingt dix, afin d'élargir leur audience "les hommes en noir" ont exprimé la volonté de s'insérer davantage. Ils ont offert des structures d'encadrement à de larges secteurs de la société, en particulier aux juifs d'Afrique du Nord souvent défavorisés. En outre, ils donnent également leur appui aux mouvements nationalistes. Les ultra-orthodoxes semblent donc sortir de leur attitude d'auto ségrégation et de leurs positions antisionistes pour s'inscrire davantage au sein de la vie politique. La participation des membres du parti Shass au gouvernement d'Ariel Sharon est l'illustration de ce changement d'attitude vis à vis de l'Etat hébreu.

Dans le cadre du conflit israélo-arabe, les ultra-orthodoxes mènent une guerre d'usure contre le peuple palestinien. Ils ont entamé une manœuvre d'encerclement démographique des quartiers arabes de Jérusalem pour ensuite les contrôler puis les étouffer. Dans le domaine religieux, la tactique est d'obtenir le soutien du gouvernement israélien pour garder les lieux "saints" bien qu'aucune population juive ne soit présente autour et que leur place soit quasiment nulle au sein de la grande religion judaïque.

Ainsi, les ultra-orthodoxes se sont surtout opposés à la légitimité du mouvement sioniste et au développement de l'Etat hébreu sur le modèle laïque occidental. On peut alors s'interroger sur les résultats de leur participation au gouvernement israélien.

### 2.3.2) l'Islamisme, le Hamas

Le HAMAS ( mouvement de la résistance islamique) et le JIHAD islamique constituent une part minoritaire des forces politiques palestiniennes. Ils sont issus d'un essoufflement des nationalismes sécularisés jugés incapables de parachever l'œuvre de libération nationale. Pour certains palestiniens la religion est devenue le refuge de l'identité. Les mouvements laïques étant en difficulté dans les années soixante- quatre-vingt, le mot "Jihad" a été instrumentalisé par un "islam de libération". Initialement le HAMAS oppose au combat politique, mené par l'OLP, contre le sionisme un combat religieux contre Israël, responsable de l'aliénation culturelle des palestiniens. Pour les mouvements islamistes, l'OLP s'est doublement trahie en renonçant à la libération de toute la Palestine et en se laissant occidentaliser au contact des israéliens. Dès lors, il n'est plus question pour ces mouvements religieux d'une lutte contre l'occupation israélienne, mais d'une lutte contre la contamination culturelle et morale des palestiniens par les occidentaux.

Yasser Arafat, affaibli par la paralysie du processus de paix, doit lutter contre le Hamas dont le discours agressif séduit une population déçue par l'inexistence des pourparlers. Cependant, la reconnaissance d'un Etat palestinien, même imparfait et quasiment sous contrôle d'Israël, en redonnant un peu d'espoir au peuple palestinien a ravivé l'aura politique de Yasser Arafat. Par ricochet les mouvements islamistes ont perdu de leur pouvoir d'attraction, jusqu'au déclenchement des émeutes de l'été 2000.

La révolte actuelle de "l'Intifada al-asqua" fait référence à la fois à la guerre des pierres de 1987-1988 et à la principale mosquée de la vieille ville de Jérusalem. Cependant on ne peut pas simplifier ces événements en les réduisant à leur simple dimension religieuse. Le conflit est essentiellement politique, toutefois le "Dôme du rocher" et sa coupole dorée sont devenus un véritable symbole national. L'esplanade des mosquées est aux palestiniens ce que le mur des lamentations est aux juifs.

Dans ce combat les extrémistes religieux instrumentalisent une fois de plus la puissance du martyr. Aujourd'hui le martyr est non seulement appelé par le Coran, mais il est aussi valorisé par la politique. Les images des combattants tués lors des

affrontements sont diffusées par l'ensemble des supports disponibles, télévision, journaux, graffiti, affiche. Les familles de martyrs bénéficient de la reconnaissance collective, elles sont soutenues moralement et financièrement par les mouvements comme le HAMAS. Pour les Palestiniens, l'aptitude à mourir pour une cause collective souligne une supériorité sur les occidentaux.

Bien qu'il soit évident que juifs et arabes se disputent âprement le territoire israélien et Jérusalem plus particulièrement, les rivalités les plus fortes s'exercent à l'intérieur de chaque camp entre les extrémistes et les modérés. D'un côté, les groupes islamistes s'opposent aux partisans de Yasser Arafat relativement modérés, de l'autre, les ultra-orthodoxes dénoncent le comportement laïque et la politique de compromis territorial des gouvernements

#### 2.4) L'abandon des chrétiens

Ce rapide panorama des facteurs religieux aurait été incomplet sans l'évocation de l'ampleur du problème chrétien. Troisième religion monothéiste présente sur le théâtre du conflit israélo-palestinien, le christianisme partage une grande part de son héritage mythologique et sacralisé avec l'Islam et le Judaïsme. Elle connut son apogée lors des croisades et dans les années qui suivirent, par la multiplication de points d'expansion culturelle au Proche-Orient. Cependant, depuis de nombreuses années, le christianisme semble abandonner totalement le terrain.

Quelques chiffres permettent d'illustrer cette hémorragie humaine. En 1940 il y avait 45000 chrétiens à Jérusalem, 9000 en Cisjordanie et 4000 à Gaza. À terme on peut estimer à cinq mille le nombre d'irréductibles qui resteront dans la ville sainte, soit parce qu'ils y sont trop attachés pour la quitter, soit qu'ils font partie du corps ecclésiastique chargé de l'entretien du culte et des édifices religieux. Les conclusions de l'étude de Bernard Sabelle, professeur de sociologie à l'université de Bethléem, sont encore plus alarmistes, il ne devrait quasiment plus rester de chrétiens en 2020 à Jérusalem.

Trois éléments peuvent expliquer la fuite des chrétiens dont la majorité sont Palestiniens. Le premier correspond aux lourdes contraintes socio-économiques induites indirectement par le conflit sur la communauté chrétienne. Les conditions de logement extrêmement difficiles pour les familles chrétiennes ainsi que le manque de débouchés professionnels pour les jeunes générations les incitent à partir vers l'Occident. Les années soixante-dix et quatre-vingt furent une phase majeure de l'émigration des chrétiens d'Israël. La première Intifada contribua-t-elle aussi à accélérer ce processus de fuite.

Le deuxième facteur de cet exode est généré par les menaces provenant de la communauté islamiste. Tout d'abord favorables au discours nationaliste, les chrétiens refusent les nouvelles revendications d'un islamisme militant. Malgré les appels à l'unité entre frères palestiniens contre l'envahisseur sémite, le climat s'est dégradé entre chrétiens et musulmans, notamment par les pressions exercées sur le

mode de vie occidentalisé des uns par rapport aux coutumes interprétées à partir du Coran. Là encore c'est l'image et la place de la femme dans ces deux types de société qui sert de prétexte. Des slogans tel que "après le samedi viendra le dimanche" indiquent bien la volonté de se débarrasser des chrétiens une fois que les juifs auront été refoulés du territoire.

Enfin le dernier facteur d'émigration provient des dissensions internes de la communauté chrétienne. La lutte sans merci à Jérusalem entre églises chrétiennes met un exergue une désunion souvent spectaculaire et n'encourage pas les séculiers à s'identifier à une même église les encourageant alors plutôt à quitter le pays. La myriade de confessions et d'obédiences (quarante cinq) ne peut que nuire. Les revendications de chaque congrégation dégénèrent souvent en confrontations excessives voire physiques. Devant les débordements occasionnés par ces excès, les différentes autorités de tutelle de Jérusalem, musulmane, britannique et juive durent intervenir pour séparer les chrétiens qui s'entredéchiraient pour un morceau d'étoffe de relique ou de territoire sacré. C'est ainsi que depuis fort longtemps les clés du saint sépulcre, sanctuaire du christ et premier lieu saint de la chrétienté, sont confiées à deux familles musulmanes de Jérusalem.

Au niveau diplomatique, Yasser Arafat a attiré l'attention du Vatican sur les risques de dépopulation de Jérusalem par les Arabes et les chrétiens. En présentant une Jérusalem sous le joug des israéliens au mépris des droits humains et spirituels des deux autres religions abrahamiques, les autorités palestiniennes espèrent attirer l'attention d'un milliard et demi de chrétiens vivant dans le monde. Mais cette idée ne tient que si les représentants de la chrétienté restent suffisamment présents au point de vue démographique dans la vieille ville, ce qui prône un apaisement des relations entre arabes musulmans et chrétiens. D'autant que ces luttes minent la pluralité du peuple palestinien. Cette arabité plurielle pourrait constituer un rempart contre l'islamisme politique. L'OLP fait tout pour promouvoir la place de leurs frères chrétiens en leur offrant des sièges dans les assemblées palestiniennes et en les soutenant pour faciliter leur maintien en place. Des propositions furent faites pour fêter avec faste le deux millièmè anniversaire du "palestinien Jésus".

## 2.5 les scénarii possibles

Après avoir exposé ces considérations sur le poids de la religion dans le conflit israélo-arabe, on peut alors essayer de se livrer à un exercice extrêmement hasardeux consistant à imaginer le futur éventuel, du moins possible de ce conflit. Quatre scénarii sont étudiés dans cette démarche prospective et intègrent autant que faire ce peu les éléments de l'actualité récente.

Le facteur fondamental à prendre en compte est bien sur l'attitude d'Ariel Sharon en tant que nouveau Premier Ministre d'Israël. Tout au long de sa campagne électorale et à l'issue de son élection, il a clairement affirmé qu'il ne négociera en aucun cas "sous la menace de la violence et réprimera plus brutalement encore toute révolte palestinienne". En outre, il affiche la volonté irréductible de maintenir la souveraineté israélienne sur Jérusalem-Est. Il ne semble pas désireux de démanteler aucune colonie de peuplement. En ce qui concerne la démographie, il ne reconnaît en aucun cas le droit au retour des réfugiés palestiniens, tout en se vantant de promouvoir intensément la venue en Israël d'un million de juifs russes au nom d'un autre droit au retour. Il accepte la création d'un Etat palestinien sur seulement quarante pour cent de la Cisjordanie et à Gaza à condition qu'il soit démilitarisé. Il est hors de question de rendre le Golan à la Syrie.

Le deuxième donnée importante repose sur l'image véhiculée par Ariel Sharon. Sa participation implicite aux massacres des camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila en septembre 1982, lors de l'opération paix en Galilée reste encore gravée dans toutes les mémoires. Depuis, des comités se sont constitués dans de nombreux pays pour réunir la preuve de ses crimes de guerre et le traduire devant la justice internationale. Enfin, l'exemple le plus récent de sa personnalité politique est, bien sûr, sa "visite provocation" sur l'esplanade des mosquées le 28 septembre 2000, visite qui a fait exploser le nouvel Intifada. Toute la question est de savoir si Ariel Sharon adoptera une attitude plus mesurée en tant que chef du gouvernement israélien.

### 2.5.1) la réconciliation

C'est bien sûr, le scénario idyllique, celui que le monde occidental aimerait voir se réaliser. Dans ce scénario, Palestiniens et Israéliens disposent chacun d'un Etat reconnu et viable. Pour que la réconciliation soit complète, le statut de Jérusalem est devenu multinational, accommodant sous un plus petit dénominateur commun les susceptibilités des deux communautés. Cependant, la réalisation d'un tel scénario est soumise à plusieurs conditions, dont nous pouvons évoquerons seulement une partie.

La Palestine devra développer une économie autosuffisante et surtout assainir la situation sociale de la bande de Gaza. L'aide financière internationale ne devra plus être détournée. Les mouvements islamistes devront avoir cessé les hostilités envers Israël et surtout envers la laïcité de la société palestinienne. Enfin, Yasser Arafat devra trouver un héritier pour lui succéder au pouvoir, celui-ci devra posséder au moins autant de charisme que le leader de l'OLP pour rassembler les diverses factions politiques. Toutes ces conditions (elles ne sont pas exhaustives), semble pour l'instant hors d'atteinte, voire irréalistes. On peut donc penser qu'une réconciliation durable entre Israéliens et Palestiniens n'interviendra malheureusement pas dans un proche avenir.

### 2.5.2) l'explosion des extrémismes

Parmi les électeurs de Sharon on trouve ceux du Likoud ainsi que des ultra-orthodoxes, "le conseil de la Torah" appelait à voter pour le candidat qui rapprochera Israël le plus de la Torah et ne portera pas atteinte à la religion en terres sainte. Appel entendu par une population qui n'obéit qu'à ses rabbins ashkénazes véritables directeurs de conscience leur vote représente dix pour cent de l'électorat. Car Sharon aurait promis d'abandonner le projet de loi qui mettrait fin à l'exemption de service militaire dont bénéficient les milliers d'étudiants des écoles talmudiques. En

outre, la participation du parti Shass au gouvernement israélien semble indiquer un développement significatif de leur influence.

Cependant si les ultra-orthodoxes sont sortis de leur réserve et ont décidé de participer au débat politique, leur nombre et leur puissance restent toujours mineurs et contestés en Israël, pays à vocation essentiellement laïque. Par ailleurs, les mouvements islamistes sont toujours minoritaires au sein des forces politiques palestiniennes. Ils ont besoin de retrouver le soutien populaire perdu au lendemain de la reconnaissance par Israël d'un Etat palestinien. En fait, il est très peu vraisemblable de voir le conflit israélo-palestinien se transformer en une guerre sainte.

### 2.5.3) l'écrasement démographique

Une des hypothèses les plus probables consiste en un écrasement démographique de la population juive d'Israël par les Palestiniens et les Arabes israéliens. Comme on l'a vu précédemment, la croissance de ces derniers est très largement supérieure à celle des juifs et les projections post 2050 indiquent que la population arabe sera majoritaire. En outre, Les différentes études géopolitiques montrent bien que lorsqu'un déséquilibre démographique se crée sur un espace physique, des conflits se produisent, et, à terme, c'est toujours la population la plus nombreuse qui l'emporte. Si Israël accepte de jouer le jeu démocratique la population arabe arrivera à terme au pouvoir par la voie des urnes.

Dans ce cadre, le grand Israël ne peut plus exister. Les juifs devenant une minorité, on peut alors craindre le pire pour leur avenir. Une des solutions pour eux consisterait à expulser tous les Arabes de Palestine et de verrouiller les frontières. Cette hypothèse semble pour l'instant trop extrême. La plus probable serait la constitution d'une vaste forteresse juive qui maintiendrait les territoires palestiniens à l'écart et sous sa domination économique. A long terme, on déboucherait sur une situation d'apartheid qui a toutes les chances de basculer dans une explosion de violence généralisée. Cette dérive est aussi un corollaire possible du scénario qui suit.

#### 2.5.4) Un durcissement extrême de l'Etat hébreu

Fortement probable depuis l'explosion de violence qui a suivi l'élection d'Ariel Sharon à la tête du gouvernement israélien, ce scénario repose sur le postulat selon lequel l'Etat hébreu rend coup pour coup à toute action ou attentat perpétrés envers des intérêts juifs. En conséquence, on assiste en conséquence à un durcissement extrême de la politique répressive de l'Etat juif à l'égard de l'agitation palestinienne. Dans ce cadre, toute démonstration de force de la part des palestiniens est punie avec une sévérité excessive. Ce scénario induit un dérapage de la violence dans les deux camps. Les exactions commises de part et d'autre ces derniers jours, les meurtres d'enfant et de bébés montrent bien que le conflit semble entré dans une phase de dégénérescence vers une nouvelle guerre sanglante.

Dans le cadre de ce scénario ultime, les puissances occidentales, sous l'impulsion de leurs opinions publiques ne resteraient pas sans réagir. On peut supposer qu'après avoir voté des résolutions internationales condamnant la dureté des actions d'Israël, l'ONU adopte des sanctions diplomatiques, financières et commerciales à son encontre. On peut même supposer que le grand allié de toujours, les Etats-Unis d'Amérique, approuvent ces mesures, du moins comme on l'a vu récemment les USA se contentent d'adopter une position neutre, refusant leur soutien à un Etat hébreu. Dans ce scénario catastrophe, le peuple juif d'Israël se trouve coupé de la majeure partie de l'aide de ses alliés. Il s'enferme alors davantage dans cette spirale de la violence avec les forces palestiniennes. En définitif, l'issue peut être l'entrée en guerre des pays arabes avec l'utilisation d'arme de destruction massive, nucléaires, bactériologiques et chimiques. Ce scénario ravive ainsi les pires craintes des pays industrialisés, mettant en danger la stabilité du Moyen-Orient ainsi que l'exploitation de ses ressources pétrolifères.

Un deuxième élément, à prendre en compte, renforce la probabilité d'occurrence de ce scénario, il s'agit de la volonté isolationniste affichée dernièrement par Israël. Une de ses visions, à moyen terme, consiste à sanctuariser la plupart des

acquis territoriaux par la construction de véritables citadelles fortifiées. Jérusalem représente le meilleur exemple de ce processus d'isolement au sein d'un véritable camp retranché. Les juifs s'enfermant ainsi sur eux-mêmes interdisent

Le développement économique de la Palestine, fortement dépendante de ses échanges avec Israël. Les Palestiniens sont de facto considérés comme des citoyens de seconde zone enfermés dans une sorte de "Bantoustan". On perçoit évidemment ici les relents de la politique de l'apartheid menée en Afrique du Sud.

Cette politique ne peut être vouée qu'à l'échec en portant de surcroît le ressentiment des Palestiniens à son paroxysme. Les discours antisioniste des mouvements pro-palestinien et l'association Juif égale SS laissent déjà présager le pire. Enfin, dans ce scénario, les antagonismes confessionnels peuvent être ravivés à tout moment. Cependant le facteur religieux n'y joue qu'un rôle secondaire, permettant notamment de cristalliser la motivation des protagonistes du conflit.

## Conclusion

Bien que les terres de Palestine et d'Israël soient plusieurs fois sanctifiées et qu'elles aient donné naissance aux trois grandes religions monothéistes et bien que dans les deux camps on assiste au développement d'intégrisme, la religion ne représente pas le facteur fondamental du conflit Israélo-Palestinien. Le conflit israélo-palestinien ne peut se résumer à un seul conflit d'ordre religieux. Il s'agit avant tout d'une guerre entre deux peuples revendiquant le même espace géographique, mais ne partageant pas la même culture. Les antagonismes religieux ont bien sûr toujours existé entre Juifs et Musulmans, mais on peut affirmer qu'ils ont été exacerbés par un conflit territorial, puis instrumentalisés pour nourrir celui-ci. Ainsi, chaque centimètre carré de territoire est tout autant sacralisé par les Juifs que par les Palestiniens.

Dans ce cadre, aujourd'hui plus que jamais, la terre d'Israël reste hantée par une Bible sur laquelle les artisans du "grand Israël" continuent de fonder leur légitimité. Tous les efforts déployés pour la normalisation du rapport des Juifs à leur terre, une normalisation qui seule pourrait rendre acceptable son partage, se heurtent à l'obstacle de la sacralisation.

Enfin, l'avenir semble bien sombre pour les Juifs israéliens. A terme, le rapport de forces en présence sur le terrain joue en leur défaveur. Un de ses espoirs réside dans l'obtention d'un règlement pacifique du conflit actuel et d'une reconnaissance mutuelle des deux partis en présence, ce qui peut sembler utopique dans un proche avenir. L'élection d'Ariel Sharon à la tête du gouvernement israélien affirme le besoin sécuritaire et la tentation de privilégier la force à la diplomatie pour le règlement du conflit. En outre, on peut s'interroger sur la viabilité du gouvernement actuel qui rassemble des sensibilités si diverses, voire opposées. La grande inconnue est à moyen terme : la politique étrangère des Etats-Unis menée par l'équipe Bush au sujet du Moyen-Orient?

## BIBLIOGRAPHIE

NOTRE HISTOIRE novembre 2000 Jean-christophe ATTIAS et Esther  
BENBASSA

NOTRE HISTOIRE novembre 2000 Maurice KRIEGEL

NOTRE HISTOIRE novembre 2000 Nadine PICADOUX

NOTRE HISTOIRE novembre 2000 Laurent LEMIRE

GÉOPOLITIQUE D'ISRAËL Frédéric ENCEL

LE MONDE article du 07/02/2001 Mouna NAIM

ISRAËL a cinquante ans : deux idées de la nation 1998 KRIEGEL Maurice,  
LA CROIX 06/02/2001